

Commission : Sommet UE – candidats à l’adhésion

Problématiques : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l’UE et quelle stratégie d’élargissement mener à l’horizon 2050 ?

Auteur : Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine a un système politique de république fédérale avec capital en Sarajevo. Ce pays utilise un gouvernement divisé entre la chambre des peuples et la chambre des représentants. La présidence collégiale, c’est-à-dire qui exerce les fonctions de chef d’État est composée de Željka Cvijanović, Željko Komšić et Denis Bećirović. La plus haute autorité du pays laquelle a les pouvoirs exécutifs et le parlement est Christian Schmidt, avocat et politique appartenant à l’Union chrétienne-sociale en Bavière, parti politique conservateur allemand. Il a occupé aussi les places dans le gouvernement allemand comme ministre fédéral de l’Alimentation et de l’Agriculture, ministre fédéral des Transports et des Réseaux numériques, secrétaire d’État parlementaire du ministère fédéral de la Défense et secrétaire d’État parlementaire du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement. Il est devenu Haut représentant international de la Bosnie-Herzégovine le 1^{er} août 2021.

Lors du Conseil européen de Thessalonique en 2003, la Bosnie-Herzégovine a été considérée comme candidate entre autres pays Balkans pour l’adhésion. En 2016, la Bosnie-Herzégovine a présenté sa candidature officielle à l’adhésion à l’Union Européenne. La Bosnie-Herzégovine veut se placer dans la voie vers l’intégration en respectant les conditions d’adhésion à l’UE. À ce sujet, l’UE dit « étant entendu que le pays met en œuvre les mesures précisées dans la communication de la Commission d’octobre 2022 sur la politique d’élargissement afin de renforcer l’État de droit, la lutte contre la corruption et la criminalité organisée, la gestion des migrations et les droits fondamentaux », la Bosnie-Herzégovine a été concédé le statut officiel de candidat en 2022.

Pour l’intégration à cette union, la Bosnie-Herzégovine est prête à prendre les mesures nécessaires pour atteindre les demandes de l’UE. L’Union Européenne explique que « la Bosnie Herzégovine doit mettre en œuvre quatorze priorités essentielles énoncées dans l’avis de la Commission européenne de mai 2019 sur sa demande d’adhésion à l’UE, qui se concentrent sur les domaines de la démocratie et du fonctionnement de l’État, de l’État de droit, des droits fondamentaux et de la réforme de l’administration publique. » Pour aider la Bosnie-Herzégovine, l’UE a mis en place une feuille dans laquelle elle explique les réformes qui doivent être prises en compte pour guider l’intégration à l’UE.

Sur la problématique posée, la Bosnie-Herzégovine pense que la place donnée aux pays officiellement candidats dépend de la mise en œuvre des conditions pour l’entrée des pays dans l’UE afin d’améliorer la situation politique et économique, entre autres, des pays voulant intégrer cette union.

Le pays a présenté sa candidature à l’entrée dans l’Union Européenne en 2016 et en 2022, elle a eu le statut officiel de candidat. Après la guerre de Bosnie, mise en forme par les accords de Dayton signés le 14 décembre à Paris, la Bosnie-Herzégovine a eu des bonnes relations avec l’OTAN, et depuis 2010, elle est candidate potentielle à l’entrée de l’OTAN.

Ces accords ont été signés par suite de la guerre de Bosnie (1992-1995), due à sa sortie de la Yougoslavie le 1^{er} mars 1992 et qui a opposé, croates, serbes et bosniens. Dans cette guerre, plusieurs accords internationaux concernant la Bosnie-Herzégovine ont été mis en place, comme les accords de Dayton qui mettaient fin à la guerre.

Les relations diplomatiques de la Bosnie-Herzégovine sont en augmentation, c’est un pays qu’après toutes les souffrances vécues, veut s’ouvrir au monde en commençant par intégrer l’UE aussi dans le but de faire croître le pays dans la bonne voie de la démocratie, la paix et l’égalité. Un exemple de cela est la coopération de la Bosnie-Herzégovine dans le Tribunal pénal international pour l’ex-Yougoslavie.

En tant que stratégie de croissance de l’UE, la Bosnie-Herzégovine propose de devenir un

exemple à suivre dans la transformation de sa société en assumant les valeurs démocratiques de l'Union européenne. Afin d'éviter les frictions avec les pays membres actuels qui rejettent notre intégration parce qu'elle signifierait pour eux la perte de l'aide économique, cette intégration devrait se faire d'une manière progressive.

La Bosnie-Herzégovine maintient sa candidature à l'intégration à l'Union Européenne et espère pouvoir devenir un État membre dans les années à venir, avec l'objectif d'accomplir toutes les conditions proposées par l'UE pour pouvoir améliorer sa situation en tant que pays en voie de développement.